

Cote du document: EB 2016/LOT/P.4/Rev.1
Date: 29 novembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel
à la République des Philippines pour le
Deuxième Projet de gestion des ressources
agricoles des hautes terres de la Cordillera

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tawfiq El-Zabri
Attaché de programme
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2242
courriel: t.elzabri@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org;

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel sous la forme d'un prêt à la République des Philippines pour le Deuxième Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera, telle qu'elle figure au paragraphe 19.

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel à la République des Philippines pour le Deuxième Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera

I. Généralités

1. Le présent mémoire a pour objet l'approbation d'un financement additionnel, sous la forme d'un prêt de 10,35 millions d'USD pour le Deuxième Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (CHARMP2), que le Conseil d'administration a approuvé en avril 2008 (EB 2008/93/R.11/Rev.1). Le financement initial du FIDA consistait en un prêt de 16,15 millions de DTS accordé à des conditions particulièrement favorables et un don de 341 000 DTS en complément du prêt. Le prêt est décaissé à hauteur de 91% et le don à hauteur de 97%; l'un et l'autre devraient être intégralement décaissés avant le 31 décembre 2016.
2. À ce jour, le CHARMP2 a directement atteint 45 000 ménages pauvres selon les estimations, dépassant ainsi l'objectif initial de 13 050 ménages, et a renforcé plus de 1 000 organisations rurales. Une enquête à mi-parcours sur les résultats a montré une réduction de 45% du nombre de ménages disposant d'actifs composites qui les auraient classés au départ parmi les 20% les plus pauvres. L'incidence de la malnutrition aiguë chez les enfants a diminué, passant de 11,1% en 2009 à 8,5% en 2012 pour les garçons et de 11,1% à 7,1% pour les filles. Les investissements dans les infrastructures rurales se sont traduits par une réduction de 66% du temps de déplacement, à des conditions de voyage plus sûres et à l'accessibilité toute l'année. Environ 12 900 ménages ont bénéficié de l'amélioration de l'accès à l'eau pour l'irrigation et les usages domestiques. Les groupes d'agriculteurs ont amélioré la commercialisation des cultures traditionnelles et des cultures de rente, d'où un meilleur accès aux marchés, une réduction des coûts de commercialisation et une augmentation des revenus des agriculteurs.
3. Le financement additionnel octroyé par le FIDA appuiera la reproduction à plus grande échelle du CHARMP2 dans 18 nouveaux barangays (districts); et la consolidation des résultats obtenus dans les 170 barangays déjà couverts par le financement actuel. Alors que le financement initial visait à atteindre 13 000 ménages et a aujourd'hui bénéficié à 45 000 ménages, le financement additionnel permettra au projet d'atteindre 14 000 nouveaux ménages.
4. Le financement additionnel proposé répond à une demande formulée par le Gouvernement des Philippines, qui souhaite étendre la portée et les résultats du projet dans la région administrative de la Cordillera. Le CHARMP2 comprend un modèle qui s'est avéré efficace pour le développement à assise communautaire dans les zones montagneuses. Pour élargir la portée des résultats du projet, le financement additionnel inclut un report de deux ans de la date prévue pour

l'achèvement du projet et de celle prévue pour la clôture du prêt, au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019 respectivement.

II. Justification du financement additionnel

5. Le secteur agricole demeure extrêmement important pour les moyens de subsistance des populations rurales vulnérables aux Philippines, en particulier dans les zones montagneuses où l'incidence de la pauvreté est plus élevée. Il est admis que le CHARMP2 est l'une des interventions les plus pertinentes dans la région administrative de la Cordillera. Le modèle de développement participatif adopté par l'intervention a également été reconnu pour son efficacité dans la stimulation du développement rural dans les régions montagneuses. Le CHARMP2 combine une forte appropriation locale favorisée par une planification participative, l'exécution et le suivi des investissements du projet avec des solutions techniques qui améliorent l'utilisation durable et la productivité des ressources naturelles et qui réduisent les coûts de transaction dans les zones montagneuses difficiles d'accès.
6. Le financement additionnel proposé vise à exploiter les expériences réussies et les capacités institutionnelles renforcées par les approches participatives à assise communautaire du CHARMP2 afin d'étendre, d'améliorer et de reproduire à plus grande échelle l'investissement appuyé par le FIDA. L'objectif est:
 - i) d'étendre la portée du projet à 14 000 ménages supplémentaires dans 18 nouveaux barangays dans la même zone d'intervention du projet;
 - ii) d'aider le Ministère de l'agriculture à améliorer et consolider les acquis dans 170 barangays existants du projet pour intégrer les approches participatives du projet en matière de planification, d'exécution et de suivi et pour renforcer les groupes communautaires; et
 - iii) de tirer profit des principaux enseignements et des données factuelles tirés de ce modèle de développement à assise communautaire en vue de renforcer les programmes et politiques du gouvernement au sein d'autres communautés défavorisées des zones montagneuses des Philippines.

III. Détails de la proposition de financement additionnel

7. Le but, les objectifs, les activités et les résultats attendus du financement additionnel seront les mêmes que ceux du financement initial octroyé par le FIDA. L'objectif global est de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pauvres, femmes et hommes, au sein des communautés autochtones des hautes terres de la région administrative de la Cordillera. L'objectif est d'accroître les revenus des ménages d'agriculteurs pauvres grâce au développement agricole durable. Les composantes du projet se concentrent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et la conservation des bassins versants.
8. La composante 1: Mobilisation sociale et planification participative de l'investissement garantira l'inclusion des pauvres et des femmes dans les activités de planification, d'exécution et de suivi. On estime que sept nouvelles organisations de ruraux seront organisées et renforcées dans chaque nouveau barangay pour contribuer à l'exécution du projet en qualité de partenaires. Le consentement libre, préalable et éclairé des communautés cibles devra être obtenu avant le début de chaque activité. Parmi les produits escomptés figurent: i) la mise en place de plans d'investissement du projet participatif pour les 18 nouveaux barangays et la mise à jour des plans pour au moins neuf barangays existants; ii) la mobilisation des groupes dans les 18 nouveaux barangays; et iii) la formation et l'accompagnement de groupes de la société civile et des unités administratives locales sur l'exécution et le suivi.

9. La composante 2: Conservation des bassins versants, gestion des forêts et agroforesterie communautaires soutiendra: i) le suivi du reboisement en cours et des plantations agroforestières; ii) l'établissement de parcelles agroforestières; iii) la formation et la planification pour la viabilité du projet et l'élaboration de plans de gestion des bassins versants; et iv) la création de fermes-écoles d'agroforesterie dans les 18 nouveaux barangays.
10. La composante 3: Agriculture, agro-industrie et activités rémunératrices continuera à aider les ménages pauvres productifs désireux d'entreprendre des activités de subsistance. Cinq groupes d'intérêt locaux seront organisés dans chaque nouveau barangay, dans le but d'accroître les ventes et les revenus. Cet objectif sera atteint grâce aux trois sous-composantes suivantes: i) planification axées sur les produits, où les filières prioritaires seront sélectionnés pour être renforcées et améliorées; ii) développement de moyens de subsistance: fourniture de services de développement des entreprises, développement conjoint de plans d'activité et accès aux capitaux d'investissement à travers le Fonds d'aide pour les moyens de subsistance; et iii) suivi des résultats.
11. La composante 4: Développement des infrastructures rurales fournira le financement pour les routes reliant la ferme au marché, les passerelles, les sentiers, les voies de passage, les réseaux d'irrigation communaux, les systèmes d'approvisionnement en eau à usage domestique et autres actifs communautaires. La priorité sera donnée aux actifs qui améliorent l'accès aux terres agricoles, aux marchés, aux services et à l'eau potable.
12. La composante 5: Coordination et gestion du projet appuiera les interventions du projet dans les 18 nouveaux barangays tout en consolidant les résultats et l'intégration des arrangements institutionnels dans les 170 barangays existants. Le Bureau d'appui au projet (PAP) déjà en place continuera de coordonner toutes les interventions couvertes par le financement additionnel et recueillera les éléments démontrant l'efficacité des interventions du projet.

IV. Coût et financement du projet

13. Le coût total du projet pour le financement additionnel est estimé à 13,1 millions d'USD, soit: i) le prêt additionnel du FIDA équivalent à 10,35 millions d'USD, correspondant à 78,7% des coûts additionnels du projet; ii) le financement du gouvernement, estimé à 2 millions d'USD, soit 15% des coûts; iii) la contribution de 0,7 million d'USD des unités administratives locales, soit 5,6% des coûts; et iv) la contribution de 0,1 million d'USD des bénéficiaires, qui représente 0,7% des coûts du projet. Les dispositions relatives à ce financement additionnel sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Unités administratives locales		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
	1. Mobilisation sociale et planification participative de l'investissement	940	90,0	-	-	-	-	105	10,0
2. Conservation des bassins versants, gestion des forêts et agroforesterie communautaires	1 100	90,0	-	-	-	-	120	10,0	1 220
3. Agriculture, agro-industrie et activités rémunératrices	1 020	91,8	-	-	-	-	90	8,2	1 110
4. Développement des infrastructures rurales	6 240	72,5	736	8,6	87	1,0	1 539	17,9	8 602
5. Coordination et gestion du projet	1 050	90,0	-	-	-	-	117	10,0	1 167
Total	10 350	78,7	736	5,6	87	0,7	1 972	15,0	13 144

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Unités administratives locales		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
	1. Travaux de génie civil	5 900	71,7	736	8,9	87	1,1	1 502	18,3
2. Matériel et fournitures	350	90,0	-	-	-	-	38	10,0	388
3. Formation	1 770	75,5	-	-	-	-	196	10,0	1 966
4. Services consultatifs	1 330	90,0	-	-	-	-	148	10,0	1 478
5. Fonds d'aide pour les moyens de subsistance	210	100,0	-	-	-	-	-	-	210
6. Indemnités	200	90,0	-	-	-	-	22	10,0	222
7. Exploitation et entretien	590	90,0	-	-	-	-	65	10,0	655
Total	10 350	78,7	736	5,6	87	0,7	1 972	15,0	13 144

V. Gestion financière

14. Gestion financière. Pour le CHARMP2, le PAP sera responsable de la gestion financière des fonds. Lors du dernier examen, effectué en juillet 2016, il a été constaté que le risque de gestion financière du projet était bas. La performance de la gestion financière du PAP a été jugée acceptable et conforme aux cadres juridiques et aux directives du FIDA; le personnel financier est adéquat, les mécanismes de contrôle interne sont en place, notamment en termes de séparation des tâches, d'autorisation des dépenses et de procédures de rapprochement des comptes bancaires. Le risque résiduel en matière de gestion financière sera atténué grâce à: i) le renforcement des capacités du personnel financier sur le terrain; ii) le renforcement du suivi des avances aux entités d'exécution; et iii) l'utilisation optimale des systèmes électroniques dans une optique d'amélioration de la communication de l'information financière et du suivi financier.

15. Flux de fonds. Le FIDA versera les fonds additionnels octroyés au projet sous forme de prêt sur le compte désigné existant libellé en dollars des États-Unis à la Land Bank of the Philippines. Les fonds utilisés pour les dépenses courantes seront transférés sur le compte du programme existant en monnaie locale à la Bank of the Philippine Islands.
16. Audit. Le Commission d'audit du gouvernement, en sa qualité d'institution supérieure de contrôle, est responsable de la réalisation de l'audit annuel des comptes du projet. L'audit portant sur l'exercice 2015 ne comportait aucune réserve et a été présenté au FIDA avec juste un léger retard. Les questions soulevées dans la lettre de recommandations font l'objet d'un suivi et sont en voie d'être résolues. Le CHARMP2 est également soumis à un audit interne.
17. Passation des marchés. Le FIDA a jugé satisfaisante la performance du projet en matière de passation des marchés. La passation des marchés est conforme aux dispositions du Republic Act 9184, ainsi qu'aux directives du FIDA dans ce domaine. Le PAP fournit également une évaluation de la conformité de tous les travaux d'infrastructure rurale entrepris par les unités administratives locales et tient à jour une documentation détaillée.

VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du projet

18. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, l'accord de financement sous forme de prêt sera modifié afin de prendre en compte les dispositions relatives au prêt additionnel. Les amendements feront l'objet d'un échange de lettres. Le financement additionnel sera mis à la disposition du projet une fois que l'accord de financement aura été modifié et signé par le FIDA et par le Gouvernement des Philippines. Les principaux changements apportés à l'accord de financement du projet concernent: i) l'octroi du financement additionnel, qui sera accordé à des conditions ordinaires au lieu de particulièrement favorables et qui aura un calendrier de remboursement distinct; ii) l'Annexe 2 révisée, qui intègre le prêt additionnel; et iii) un report de deux ans de la date d'achèvement du projet et de celle prévue pour la clôture du prêt.

VII. Recommandation

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Philippines un prêt additionnel à des conditions ordinaires d'un montant de dix millions trois cent cinquante mille dollars des États-Unis (10 350 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Logical Framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Indicator	Baseline	Original target*	Achieved (Dec 2015)	Revised AF Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Reduced poverty and improved nutrition in poor rural indigenous communities in the upland areas of CAR.	Prevalence of child malnutrition (chronic)	58%	29%	47% (2012 data)	36%	NSCB report, RIMS Survey report,	Completion	PSO	
Project Development Objective: Increase income of 59 000 farming households	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Households with annual average income (in real terms): PHP20,000 - PHP40,000 ▪ Direct project beneficiaries (households) 	41%	25%	Not yet measured	25%	<ul style="list-style-type: none"> ▪ National survey ▪ Annual outcome studies 	<ul style="list-style-type: none"> - Gov Survey (2017) - Annual 	<ul style="list-style-type: none"> -Phil Stat Agency - PSO 	No major market or climate shocks
Component 1 Outcomes: Social Mobilization and Land Security									
IP/community organizations actively managing community sub-projects.	New People's Organizations and user groups that are administering and monitoring community projects	0	170 POs	662 POs	792	ODM, Thematic studies	Annual	SMPIP	Participatory processes adequately channel priorities of poor households
IPOs sustainably manage Ancestral Domains	Ancestral Domain Titles secured to IPs in 8 ancestral domain areas	0	8	1	8	LGU reports		NCIP	
Component 1 Outputs:									
Mobilize/strengthen COs and Groups in 18 new barangays	People's Organization (PO), Irrigators Associations, BAWASAs, LIGs and BPMETs formed & trained	0	170	1021	1210	Registration, LGU resolutions, trainer report	Annual	SMPIP, LGUs	Gov. institutions responsive to participatory processes
ADSDPP formulated in ancestral domains & CADTs approved	ADSDPPs formulated, CADTs approved	0	28	7	28	LGU reports, NPIC resolutions	Annual	NCIP, LGUs	No political interference
Component 2 Outcomes: Agroforestry and Watershed Management									
Communities adopting improved watershed practices	Communities with increased vegetation	0	170	164	170	Satellite imagery, MLGU report	Annual	ENRO, PSO	Good practices sustained and replicated
Households practising sustainable agroforestry	HH with increased productivity of agroforestry plots	0	5,100	5,212	5640	Outcome surveys	Annual	PSO	

Narrative Summary	Key Performance Indicators					Means of Verification			Assumptions	
	Indicator	Baseline	Original target*	Achieved (Dec 2015)	Revised AF Target	Source	Frequency	Responsibility		
Component 2 Outputs:										
Community watersheds reforested	Watershed reforested (ha)	0	8,500	8,565	8,565	Reforestation Committee	Annual	PSO	Consistent application of protocols with NCIP and IP communities	
Agroforestry plots established on idle land	Agroforestry plots established (ha)	0	2,005	2,166 ha	2,275	Reforestation Committee	Annual	PSO		
Component 3 Outcomes: Agriculture, Agribusiness & Income-generating Activities										
Farmer groups have increased sales income	No. of farmer groups with increased net income	0	507	160	597	Outcome/assessment surveys	Annual	AAIGA/PMEU		
Component 3 Outputs:										
Livelihood Interest Groups (LIG) access financial and related support services	Farmers receiving LAF, BDS, FBS coaching and mentoring	0	7,605	17,197	18,547	LIG business plan & staff reports	Monthly	AAIGA	LIGs continue to expand in membership and scope	
Component 4 Outcomes: Rural Infrastructure										
Households in 188 barangays have better access to agricultural areas, markets, services and drinking water	Travel time reduced					Walking: 30 mins. Hauling: 45 mins.			Prices of local produce stable or improving	
18 MLGUs operate & maintain community access infrastructure	Barangays allocating adequate budget for O&M	0	170	137	155	Walking: 18 mins. Hauling: 30 mins. Roads:-25%	Outcome Survey	Annual		PMEU
Component 4 Outputs: (original targets reduced by ADB financing gap)										
Roads, footpaths, footbridges, tramlines, domestic water supply and community infrastructure constructed/rehabilitated	Access roads & footpaths rehabilitated/constructed (km)	0	368	432	559		Barangay Annual Inv. Plan	Annual	PSO	Availability of LGU & community contributions
Community infrastructure constructed/rehabilitated	Community infrastructures constructed	0	46	78	137		BPMET & LGU reports	Annual	PSO/BPMET	
Communal irrigation schemes rehabilitated	Communal irrigation schemes rehabilitated (ha)	0	943	902	1,384		BPMET & LGU reports	Annual	PSO/BPMET	

* As revised at MTR